



LES ENFANTS COMME AGENTS DE CHANGEMENT

Comme nous approchons du vingt-et-unième siècle, le monde entier se met à reconnaître aux enfants une importance capitale dans le développement international.

Les échecs passés servent de toile de fond à ces efforts. La plupart des indicateurs montrent que de très nombreux enfants dans le monde sont privés des soins les plus élémentaires qui leur permettraient de parvenir à un développement humain complet et de mener des vies productives. Cela n'est nulle part plus évident que dans les pays en développement.

Durant les années 1980, on s'est rendu compte, non sans inquiétude, que la croissance économique et la modernisation sociale de plusieurs pays du tiers-monde n'avaient pas toujours engendré une évolution des attitudes et des méthodes susceptible de reconnaître l'importance des enfants dans le processus du développement. Les efforts conventionnels pour répondre aux besoins essentiels des enfants ont trop souvent été onéreux dans leur application, inefficaces dans la prestation des services et inappropriés par rapport aux besoins des gens ordinaires.

Historiquement, les multiples tentatives pour assurer le bien-être des enfants ont fréquemment porté sur l'amélioration de leur situation en matière de santé, de nutrition, de logement et d'instruction. Cela s'est toujours fait sur une base sectorielle et de façon à leur assurer les conditions minimales d'une survie physique. Bon nombre de ces efforts découlent de notions interventionnistes et compensatrices en vertu desquelles

l'on cherche à remédier aux structures inadéquates des systèmes sociaux en place. Pour l'essentiel, l'action sociale des gouvernements de bien des pays en développement a reposé sur des filets de sécurité rapiécés.

Les enfants demeurent l'un des groupes sociaux les plus vulnérables aux échecs et aux contradictions des politiques et des actions des gouvernements. Pour essayer d'alléger leur détresse, on a encore recours à des stratégies étriquées qui génèrent des interventions de secours, des programmes d'aide simplistes et des innovations mal conçues. Les enfants continuent à être la cible passive de l'assistance sociale plutôt que des agents dynamiques de changement.

Les statistiques sur le sous-développement ne donnent qu'un bref aperçu de l'impact dramatique de la pauvreté sur leur vie.

pourraient jouir de l'autosuffisance alimentaire mais qui doivent vendre le produit de leur agriculture sur le marché international pour faire face aux paiements de leur dette. En 1989, l'Unicef avait estimé que, sur une période de douze mois, un demi-million d'enfants meurent dans les pays en développement comme conséquence directe des ralentissements ou des renversements de tendances dans le développement économique.

Près de trois millions d'enfants meurent chaque année par manque de soins sanitaires de base, la plupart de maladies évitables et d'une mauvaise prestation des services. Plus de 100 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne vont pas en classe, dont 60 millions de filles. On estime à 40 % la proportion des enfants qui, ayant commencé l'école

en 1990, décrocheront avant d'avoir terminé un minimum de quatre années d'études, ce qui leur permettra tout au plus d'aller grossir les rangs du secteur parallèle.

Alors que les conditions de vie des enfants se détériorent, les pays en développement consacrent la moitié de leurs dépenses annuelles au maintien de forces armées et au service de la dette (pour un total qui se chiffrait à plus de 325 milliards \$ US à la fin des années 1980).

Les paiements du principal et des intérêts de la dette, effectués par le tiers-monde aux pays industrialisés, sont trois fois plus importants que la totalité de l'aide reçue. Il en résulte une sortie nette de capitaux vers le Nord de plus de 20 milliards \$ US par an. Cette somme suffirait à couvrir les soins de tous les enfants vivant dans la pauvreté pendant les cinq premières années de leur vie.



Aujourd'hui, des millions d'enfants sont condamnés à vivre dans des conditions d'extrême pauvreté, de malnutrition, de mauvaise santé, d'analphabétisme et d'exclusion totale quant aux bienfaits de la croissance économique. Dans les pays en développement, un enfant sur trois (environ 180 millions d'entre eux) souffre de grave malnutrition. La plupart vivent dans des pays qui

Lorsque les institutions financières internationales ont réduit leur aide, qu'elles ont augmenté les conditions des prêts et fait pression sur les pays du tiers-monde pour qu'ils limitent les programmes de dépenses sociales assurées par l'État afin d'alléger la pauvreté, les taux de mortalité infantile ont augmenté de 25 % dans les pays les plus endettés. La plupart des gouvernements en Afrique, en Amérique latine et dans les pays les plus pauvres d'Asie affectent aujourd'hui moins de fonds aux programmes sociaux qu'ils ne le faisaient au milieu des années 1970. Durant cette période, les dépenses gouvernementales en éducation dans les pays en développement ont chuté de près de 3 % par comparaison avec le début des années 1970.

Les dépenses par enfant dans les écoles ont décliné de près du quart dans les 37 pays les plus pauvres du monde.

Bien que les chiffres soient effarants, certaines organisations internationales et quelques-uns des organismes d'aide, empêtrés dans leurs propres interprétations du monde, continuent à douter de la valeur de l'éducation comme une nette considération stratégique du développement et font glisser plutôt leurs priorités vers des domaines de recherche politiquement plus rentables. L'aide publique au développement pour des services de base tels que l'éducation a chuté de près de 6,5 % entre les années 1970 et les années 1980.

Les efforts pour répondre aux besoins élémentaires d'apprentissage des enfants demeurent centrés sur l'école primaire. Le développement des enfants entre la naissance et l'âge de 6 ans, et leur sort lorsqu'ils ont terminé leurs études élémentaires, restent des questions périphériques dans l'esprit de nombreux donateurs internationaux. En dépit du fait que les indices montrent qu'une augmentation de 1 % dans le taux d'alphabétisation des femmes est trois fois plus efficace pour réduire la mortalité infantile qu'une augmentation analogue du nombre de médecins, les objectifs d'éducation des femmes ne se sont toujours pas pleinement réalisés.



Les dépenses par enfant dans les écoles ont décliné de près du quart dans les 37 pays les plus pauvres du monde.

Malgré ces statistiques incontournables, les efforts destinés à améliorer la vie des enfants ne se traduisent pas nécessairement ou exclusivement par une augmentation des fonds accordés. Souvent, la solution des problèmes impliquera plutôt une participation en politique, l'habilitation des intéressés et des prises de décision éclairées. Pour répondre aux demandes des populations, il faut garantir, notamment, plus d'égalité dans la distribution des ressources, des connaissances plus solides pour les distribuer judicieusement et la volonté politique nécessaire pour allouer ces ressources équitablement. Les décideurs nationaux et internationaux doivent se rendre compte que les programmes qui ne correspondent pas à la culture des destinataires sont susceptibles de ne rien donner.

Les expériences des pays en développement à faibles revenus montrent que la prestation des services essentiels en matière de santé de la mère et de l'enfant peut être assurée à un coût de 5 \$ US par personne et par année. Les besoins sanitaires les plus courants des pauvres peuvent être satisfaits par des travailleurs communautaires de santé publique dont la formation peut coûter

entre 120 et 600 fois moins que celle d'un médecin pleinement qualifié. Les expériences en éducation suggèrent que le coût de l'école primaire pour tous les 6 à 11 ans s'établit en moyenne à 25 \$ US par enfant et par année. Pour 6 \$ US annuellement par personne, il serait possible d'assurer à tous un approvisionnement en eau, amenée par des conduites, ainsi que des services sanitaires de base. Si ces estimations sont correctes, la question suivante se pose : quels sont les facteurs qui continuent à empêcher les donateurs et les gouvernements des pays bénéficiaires d'assurer les conditions voulues pour le développement des enfants?

Une combinaison de facteurs expliquerait certaines de ces raisons : un manque de décisions réfléchies pour ce qui est des politiques publiques, la prédominance des programmes de redressement structurel orientés sur le marché, et une absence de conditions fondamentales pour la participation et l'habilitation des pauvres dans les prises de décision. Avec l'effondrement des modèles de développement les plus répandus, il existe aujourd'hui un besoin urgent de

revoir les notions et les hypothèses de base qui orientent les façons dont les sociétés et la communauté internationale voient le rôle des enfants et du développement.

Ce n'est que récemment que l'on a commencé à comprendre que le développement de l'enfant constitue un processus intégral, permanent et interactif qui requiert des approches multidimensionnelles pour résoudre les problèmes. Les efforts en vue d'habiliter les écoles locales et les parents (et de faire participer les enfants à leur propre développement) reflètent toujours la rhétorique rassurante de la politique internationale, plutôt que l'urgence de satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux. Et les notions de participation et d'habilitation communautaires reposent toujours sur des interprétations globalisantes et simplistes des relations de pouvoir dans les sociétés où les décisions en politique et en économie sont réservées à un petit nombre de privilégiés.

Si le développement des enfants est entravé par un rétrécissement des ressources mondiales, comment des décisions de développement peuvent-elles déboucher sur des innovations peu onéreuses et des solutions équitables aux problèmes tenaces qui les affligent? La réponse réside sans doute dans les expériences qui ont fait leur preuve. Bien que l'on ne puisse pas les présenter comme des matériaux susceptibles de garantir le succès de l'échafaudage, les initiatives du CRDI à l'appui de recherches effectuées dans les pays en développement au cours des deux dernières décennies révèlent des options et des solutions créatrices conçues par les pays en développement eux-mêmes.

Un trait commun aux expériences de recherche auxquelles le CRDI a été lié est le fait qu'elles se concentrent toutes sur les enfants eux-mêmes comme agents de leur propre éducation et comme intervenants potentiels dans le développement. Tous ces projets ont une hypothèse en commun : lorsque les enfants et les collectivités jouent un rôle actif dans leur propre bien-être social, il en découle bien souvent des

conséquences concrètes et efficaces. Toutefois, l'approche orientée sur les enfants exige que l'on aille au-delà des stratégies qui s'appuient sur des programmes ayant une définition étriquée de l'assistance sociale ou sur des perceptions naïves de ce qu'est la participation populaire en politique.

Certaines conditions sont nécessaires pour que des innovations de ce type réussissent. Elles doivent se fonder sur une véritable compréhension des modèles d'apprentissage de l'enfant, des facteurs qui influencent leur vie, des rôles qu'ils jouent dans leur famille, et des valeurs sociales et culturelles qui empêcheront ou, au contraire, faciliteront la participation des enfants en tant qu'agents de changement. Ainsi, tout projet doit être animé par des points de vue multisectoriels et multidisciplinaires du développement humain. Dès l'étape de la planification, il doit également être doté de moyens de contrôle et d'évaluation afin d'identifier rapidement ce qui marche et ce qui ne convient pas. Et enfin, tout projet doit être réaliste dans son estimation des possibilités concrètes de changement que les approches participatives et communautaires peuvent avoir à l'égard du rôle des institutions existantes dans la société civile et dans l'État. Si ces pré-conditions sont satisfaites, des actions politiques efficaces peuvent être entreprises.

L'approche appliquée dans divers projets de la Fondation Aga Khan, en Inde, amplifie l'impact d'une innovation rentable visant à enseigner aux enfants à adopter de meilleures habitudes sanitaires, nutritives et de développement personnel. La leçon à tirer de cette approche est simple : les activités participatives centrées sur l'enfant peuvent, dans bien des cas, promouvoir l'apprentissage plus efficacement que les méthodes d'instruction traditionnelles.

Un aspect qui requiert l'attention prioritaire des chercheurs concerne la nécessité d'un accès direct et disponible à des données sur les conditions qui facilitent ou qui entravent l'efficacité des programmes

portant sur la santé, la nutrition ou l'éducation des enfants. Le projet en Uruguay, avec l'Institut interaméricain pour les enfants, est une étape positive en vue de combler ce fossé.

Le Centre colombien de recherches et de développement de l'enfant, le CIDIE, a mené une enquête sur les pratiques traditionnelles en éducation dans les pays andins dans le but d'élaborer une approche différente pour l'éducation extrascolaire. Il en a résulté un guide contenant une compilation de jeux d'enfants adaptés de façon à stimuler le développement cognitif, affectif et moteur chez les enfants d'âge préscolaire dans les communautés paysannes et indigènes.

Un projet en particulier révèle les effets bénéfiques de la participation organisée de la famille et de la communauté dans l'éducation des enfants. Une innovation mise au point au Chili par le Centre d'études et de services aux enfants et aux femmes, le CEANIM, montre que les collectivités, oeuvrant de concert avec les enseignants du niveau préscolaire, peuvent être un agent efficace dans l'organisation, la gestion et la prestation de programmes préscolaires. Ce projet a conduit à la création d'établissements préscolaires de type communautaire dans des régions urbaines marginales, dirigés par des membres de la famille. En définitive, ces expériences montrent que l'enfant est le principal agent de sa propre éducation et de son développement.

Daniel Morales-Gomez, directeur associé, Sciences sociales, CRDI